

# Territoires et extrême droite : L'Allemagne aussi

(Par Alain Howiller) - Les élections présidentielles ont souligné, combien la « porosité » s'était installée entre les territoires ruraux, les zones périurbaines et le Front national : à telle enseigne que certains médias, en commentant les résultats de l'élection, n'ont pas hésité à parler d'un « Macron des villes » et d'un « F.N. des campagnes ».

Si le résultat final a un peu corrigé cette appréciation lapidaire, il n'en demeure pas moins que, comme le soulignait, le politologue Pascal Perineau, créateur du « Centre de recherches sur la vie politique (CEVIPOF-Sciences Po-Paris), « ... (les zones rurales qui ont voté FN...) sont des zones sinistrées qui souffrent depuis des décennies des ravages de la désindustrialisation, où les ouvriers et les employés sont nombreux. Et ce sont eux qui ont voté majoritairement Le Pen... Ce sont des endroits où la crise rurale est très forte. S'ajoutent à cela des problématiques de périphéries urbaines. Cela concerne des communes apparemment rurales, mais peuplées par des urbains qui s'éloignent chaque fois un peu plus des centres-villes avec un clivage territorial qui s'accroît. »

## **Pour une « Fraternité des Territoires » !**

Certes le phénomène n'est pas nouveau et s'il n'a jamais été aussi fort, sa prise de conscience liée à des mesures concrètes à travers les « Pactes de Ruralité » est, elle, récente. Le nouveau Président de la République évoquant une « fraternité des territoires » a pris des engagements pour faire de la « France de la Ruralité, une France de la réussite. » Il a évoqué la lutte contre l'isolement par des investissements sur les infrastructures (routes, fer, développement numérique...). Il veut se battre contre la dégradation économique, par la reconversion des activités agricoles et industrielles, par les créations d'emplois grâce à ces soutiens adaptés et à des programmes de formation en faveur des salariés.

Il veut promouvoir cette France rurale qui se sent abandonnée, éloignée des centres de décision, qui souffre de la dégradation des services publics, de la disparition des commerces, du déclin des activités en général, de la fermeture des classes voire des écoles. Il n'y aura plus de fermetures d'écoles a-t-il promis et la création de « Maisons de Service » et de « Maisons de la Santé » apportera sa contribution à la lutte contre le repli vers les centres urbains plus importants. Promesses ? Engagements ? Le quinquennat qui s'engage répondra de la reconquête promise des campagnes.

Il y a quelques semaines, la publication – ignorée de ce côté-ci du Rhin (pour cause de campagne électorale) – d’un document interne à la CDU, a mis en relief que la corrélation entre vote extrême et « territoires » se pose de manière comparable de part et d’autre de l’axe rhénan même : d’un côté comme de l’autre de la frontière, on a déjà engagé – (les mesures prises au Bade-Wurtemberg comme en Alsace peuvent en témoigner) – des dispositifs en faveur de la lutte contre les effets de la désertification rurale et la crise dans les territoires ruraux, mais leur prise en compte par l’opinion semble tarder à imprégner le terrain de la réalité politique.

## **Quelques idées fortes de la CDU...**

Il en va, apparemment, de même de part et d’autre du Rhin. C’est ainsi que le document interne à la CDU évoque le projet des démocrates-chrétiens (CDU/CSU) de créer, une fois gagnées les élections pour le renouvellement du Bundestag du 24 septembre, un ministère fédéral de la « la patrie » (« Heimat »), en transformant notamment le titre du Ministère de l’Agriculture qui deviendrait : « Landwirtschaftliches Ministerium für Ernährung, Landwirtschaft, ländliche Räume und Heimat ». Si l’adjonction du terme de « Heimat » donne déjà une idée de l’orientation recherchée face notamment au parti d’extrême droite « Alternative für Deutschland-AfD », le « père » du projet apporte les précisions qu’on attendait. Soulignant qu’il s’agit de renforcer l’attractivité de la vie à la campagne, Mike Mohring, chef de la fraction CDU dans le land de Thuringe, souligne : « Là où l’État se retire du territoire rural, les populistes s’installent facilement. Nous ne les laisserons pas s’installer dans les lieux retirés et dans les petites villes. »

Volker Kauder, président du groupe CDU/CSU du Parlement fédéral, de son côté, met en garde contre une division de l’Allemagne qui pourrait se concrétiser si les territoires ruraux n’étaient pas renforcés : « L’Allemagne ne doit en aucun cas » insiste Kauder « devenir un pays où domineraient en majorité des pôles de croissance (« Ballungsraum ») alors que la situation des habitants dans les territoires ruraux se dégrader. »

## **Pas de convergence franco-allemande sur les fusions de régions !**

L’année dernière, au colloque organisé à l’École Nationale d’Administration (E.N.A), sur le thème « La région du Grand Est et ses voisins : nouvelles dimensions, nouvelles opportunités

? », Jean Christophe Baudoin, Directeur des stratégies territoriales du Commissariat à l'Égalité des Territoires (services du Premier ministre) ne disait pas autre chose... la connotation proprement politique en moins ! Il avait développé les actions qui tendaient à ne pas réserver le monopole de la croissance aux métropoles : ces dernières restent des moteurs de développement, mais l'aménagement du territoire ne doit pas, pour autant, oublier la solidarité en faveur de la « France des ruralités ».

Voilà, une convergence franco-allemande qu'il n'était peut-être pas inutile de souligner, en regrettant que la convergence ne se soit pas étendue aux oppositions que responsables et opinion ne cessent de marquer au projet -éternellement remis- de fusionner, pour des raisons économiques, un certain nombre de « Länder » comme la Sarre avec la Rhénanie-Palatinat ou le Land de Rhénanie du Nord Westphalie (NRW), la Saxe avec la Thuringe ou le Land de Saxe-Anhalt, Brême avec la Basse-Saxe, etc. Face aux projets, c'est Malu Dreyer, la Présidente SPD du Land de Rhénanie Palatinat qui a incarné la sagesse en déclarant : « On ne fusionne pas des régions, pour les seules raisons économiques ou fiscales, il faut encore que les cœurs adhèrent à l'idée ». Un rappel pour le Grand Est ?

Alain Howiller